



Les ultimes joutes d'un come-back politique

Après une cure d'opposition entre 1945 et 1951, le héros du second conflit mondial redevient Premier ministre avec l'obsession de maintenir la grandeur de l'Empire britannique. Mais c'est dans un monde désormais marqué par la guerre froide qu'il va lutter durant quatre ans, avant de jeter l'éponge, en raison d'une santé de plus en plus déclinante. **PAR PHILIPPE CHASSAIGNE**

Le 25 octobre 1951, le Parti conservateur remporte les élections législatives anticipées et, dès le lendemain, Churchill, son leader, est nommé Premier ministre. C'est pour lui une revanche sur sa défaite de juillet 1945, quand les travaillistes l'avaient alors largement battu. En 1950, ils avaient «sauvé les meubles». Cette fois, le score est sans appel. Pendant ces six années passées dans l'opposition, Churchill n'a guère été assidu sur les bancs de la Chambre des communes, où il a délégué son autorité à ses fidèles lieutenants, Anthony Eden,



POPE/GETTY IMAGES

Richard Butler ou Harold Macmillan. On l'a davantage vu, auréolé de son prestige, donner des conférences. En mars 1946, dans le Missouri, il dénonce le «rideau de fer» qui s'est «abattu au travers du continent» européen. À Zurich (septembre 1946) ou à La Haye (mai 1948), il encourage les nations européennes à s'unir – mais sans que la Grande-Bretagne y participe ! Il séjourne fréquemment sur la Côte d'Azur ou en Italie : en 1949, Cannes en fait d'ailleurs un citoyen d'honneur. Il rédige les six volumes de ses *Mémoires sur la Seconde Guerre mondiale*, qui lui rapportent des droits d'auteur considérables. Churchill avait aussi accepté les principales réformes mises en œuvre par les travaillistes : les nationalisations, l'État-providence, la concertation avec les syndicats. Certes, lors de l'adoption de la loi sur l'indépendance de l'Inde (1947), le Parti conservateur s'arrange pour que Churchill, viscéralement opposé au projet, ne siège pas ce jour-là aux Communes. Ce retour aux affaires

Toujours dans l'arène Avant de redevenir Premier ministre (1951), Churchill multiplie les adresses aux électeurs (ci-dessus à Leeds, en 1950). Sur le plan extérieur, il tente de maintenir le leadership de son pays dans un monde désormais partagé entre deux blocs rivaux, l'URSS et les États-Unis (à dr., avec Truman, en 1952).

doit permettre au «Vieux Lion» d'écrire un nouveau chapitre de son histoire : non plus celle d'un chef de guerre, mais celle d'un dirigeant en temps de paix, quand le pays fait face à des difficultés : sa balance des paiements est fragile, la livre sterling a dû être dévaluée en 1949, la guerre de Corée (1950-1953) relance l'inflation, les Britanniques sont encore soumis aux derniers rationnements.

Comme à son habitude, il nourrit peu d'intérêt pour les affaires intérieures, à l'exception de la question du logement, prioritaire à ses yeux. Il la confie à Macmillan, conservateur à la fibre sociale, et son succès en la matière (300 000 loge-

ments neufs construits chaque année) lui vaut une promotion à la Défense en 1954. Son affaire, ce sont les relations internationales. L'ardent défenseur de l'idéal colonial doit d'abord se préoccuper de l'Empire. Même amputé de l'Inde, recentré sur l'Afrique, il reste le premier au monde et il compte de plus en plus économiquement : pour la première fois dans son histoire, il devient le premier fournisseur et le premier client de la Grande-Bretagne.

La théorie des «trois cercles»

Si, pour renforcer les liens entre métropole et colonies, le gouvernement engage des millions de livres sterling de programmes de développement économique et social, il réprime aussi les mouvements indépendantistes, comme en Malaisie ou au Kenya. Lorsque, en 1952, la monarchie égyptienne est renversée par un coup d'État, le gouvernement britannique ne peut faire autrement que de reconnaître le nouveau régime afin de garantir la sécurité du canal •••

“Je me sens comme un avion en fin de parcours, presque à court de carburant”, confie-t-il à un proche”

... de Suez, dont la compagnie exploitante est détenue par les Britanniques et les Français. En octobre 1954, Britanniques et Égyptiens s'entendent sur une évacuation progressive des troupes «assurant la sécurité» du canal (en fait, une armée d'occupation qui ne dit pas son nom). Ce règlement sera remis en cause avec la nationalisation de la compagnie en juillet 1956 – mais Churchill n'est alors plus Premier ministre et ne peut que suivre, impuissant et ulcéré, le déroulé d'opérations sur lesquelles il n'a pas son mot à dire. En 1948, Churchill avait théorisé les «trois cercles» à l'intersection desquels la Grande-Bretagne, selon lui, se trouvait : l'Europe, puis l'Empire, et enfin le monde anglophone avec, au premier chef, les États-Unis. Car, fidèle à sa double ascendance – anglaise par son père et américaine par sa mère –, il croit dur comme fer que les deux pays ont partie liée pour mener le monde.

La fameuse « relation spéciale »

Dès la Seconde Guerre mondiale, il parle d'une «relation spéciale» les unissant sur la base d'une communauté de langue et de valeurs, au premier rang desquelles la démocratie libérale. Lorsque, en 1949, la Grande-Bretagne devient membre fondateur de l'Otan, il applaudit, bien qu'étant dans l'opposition. En 1951, il va reprendre à son compte cette politique atlantiste. D'ailleurs, le président américain Truman (1945-1953) ne lui est pas inconnu : n'a-t-il pas été le vice-président de Roosevelt pendant la guerre ? Churchill se rend à Washington dès janvier 1952, mais n'est pas d'accord avec Truman sur le projet de Communauté européenne de défense (CED), qui vise à construire une défense européenne intégrée – ce qui permettrait de réar-

mer l'Allemagne de l'Ouest en l'insérant dans un ensemble supranational, dont il doute de la pertinence. Ses rapports sont plus compliqués avec Eisenhower, le successeur de Truman. Le trouvant intellectuellement borné, Churchill se sent son supérieur, alors que l'Américain le considère comme un vestige du passé, qui plus est inférieur en rang : un Premier ministre face à un président. Enfin, il déteste son ministre des Affaires étrangères, John Foster Dulles – qu'il moque, à partir du terme *dull* («idiot»), par un jeu de mots perfide *Dull, Duller, Dulles* («idiot, plus idiot, très idiot»).

Le Britannique veut désormais se poser en messager de la paix entre les deux blocs. Sa formule clé est «rencontre au sommet» entre États-Unis, Grande-Bretagne et URSS, persuadé que son aura des années 1940 fonctionnera de nouveau. Si la fin du règne sta-

linien n'est guère propice à de grandes manœuvres diplomatiques, Churchill reprend espoir après la mort du maître du Kremlin en mars 1953. Mais son accident vasculaire cérébral du mois de juin rend toute opération diplomatique d'envergure impossible. En décembre, la conférence tripartite des Bermudes (États-Unis, Grande-Bretagne, France) ne permet aucune avancée, les États-Unis restant sur leurs positions négatives quant à une négociation avec la Russie soviétique, et ne parvenant pas à convaincre Churchill des avantages de la CED. «Je me sens comme un avion en fin de parcours, presque à court de carburant», confie-t-il à un proche.

De nouvelles élections devant avoir lieu au plus tard en octobre 1956, Anthony Eden, ministre des Affaires étrangères et éternel dauphin, presse Churchill de démissionner assez tôt



Rayonnement Churchill entend consolider les relations avec le Commonwealth et Washington. Autour d'Élisabeth II, Churchill et des ministres du Commonwealth (février 1955).

pour que lui-même puisse exercer la fonction suffisamment longtemps avant le scrutin, afin de s'imposer. Mais l'«avion en fin de parcours» cherche toujours le meilleur endroit pour se poser, pour alimenter sa légende.

Passé à l'arrière

Dans un premier temps, il prend comme date butoir le couronnement de la jeune reine Élisabeth II, le 2 juin 1953. Le 23, il subit un terrible AVC. Mais, tel le Phénix renaissant de ses cendres, il récupère et se maintient en poste. En octobre 1953, il reçoit le prix Nobel de littérature et, malgré les mots polis que son épouse lit à sa place à Stockholm (il n'a pu faire le déplacement), il en est assez mortifié: pour lui, seul le Nobel de la paix lui aurait rendu justice. En juin 1954, lors d'un nouveau voyage à Washington, il éprouve la satisfaction de voir qu'Eisenhower consent à un sommet, et qu'il verrait bien Churchill comme émissaire auprès des Soviétiques. Mais la rencontre tant espérée par Churchill n'aura lieu qu'en juillet 1955, à Genève: il ne sera plus aux affaires. C'est finalement le 5 avril 1955 que le Britannique quitte ses fonctions. Il est désormais un député des «bancs de l'arrière», un *backbencher*, loin des fonctions gouvernementales. Bien que réélu en 1955 et 1959, il est de moins en moins assidu aux Communes, même s'il est honoré cette même année du titre de *Father of the House*, décerné au député ayant siégé le plus longtemps sans interruption: dans son cas, trente-cinq ans (1924-1959). Il passe alors beaucoup de temps à séjourner sur la Côte d'Azur et se lie d'amitié avec Aristote Onassis, tout en se battant contre une santé de plus en plus déclinante.

En 1963, Kennedy le fait citoyen honoraire des États-Unis, ultime reconnaissance de son engagement en faveur de la «relation spéciale» entre les deux pays, mais, trop faible, il ne peut se rendre à Washington pour assister à la cérémonie. Ayant annoncé ne pas se représenter pour les législatives de 1964, il reçoit, le 27 juillet, un ultime honneur de la part de la Chambre des communes (*lire p. 53*). Frappé par un énième AVC le 10 janvier 1965, il décède le 24. Avec ses funérailles d'État, il finit d'entrer dans la légende. ■



Vieux couple Le 11 novembre 1944, lors de la célébration de l'Armistice de 1918, Churchill et de Gaulle assistent au défilé sur les Champs-Élysées.

Churchill et de Gaulle, un légendaire « Je t'aime, moi non plus » !

Dans la préparation de ses funérailles (*lire p. 54-55*), Churchill avait initialement prévu de ne pas inviter Charles de Gaulle, président de la République française depuis janvier 1959, le pensant hostile à la Grande-Bretagne. Il n'en fut rien, et le Général se retrouva au nombre des invités dans la cathédrale Saint-Paul. L'anecdote est cependant révélatrice des sentiments que le « Vieux Lion » nourrissait envers l'ancien chef de la France libre.

Les deux hommes s'étaient pourtant rencontrés dès juin 1940, et Churchill apporta à de Gaulle l'aide sans laquelle il n'aurait pu réussir. Tout au long de la guerre, les deux hommes sont liés par une alliance que l'on peut qualifier d'asymétrique: le Français ne peut pas grand-chose sans Churchill, tandis que celui-ci doit d'abord tenir compte de son allié américain – lequel tient de Gaulle en profonde suspicion. On connaît la célèbre apostrophe de Churchill: « Chaque fois qu'il me faudra choisir entre Roosevelt et vous, je choisirai Roosevelt. » Mais Churchill va aussi servir d'intermédiaire pour que le président américain reconnaisse le gouvernement de la France libre de De Gaulle, ou que la France reçoive une place au Conseil de sécurité de l'ONU et une zone d'occupation en Allemagne.

Au-delà des motifs, nombreux, d'énervements réciproques, chacun apprécie en l'autre le défenseur de l'indépendance de son pays, et l'indomptable détermination face à l'adversité. Revenu au pouvoir en 1958, Charles de Gaulle décernera à son homologue britannique la croix de la Libération. Ils se revoient encore en avril 1960, lorsque de Gaulle prononce un discours devant les deux Chambres du Parlement réunies et fait l'éloge de Churchill, « l'inspirateur ». En 1965, de Gaulle se rend donc aux funérailles de Winston, dans sa tenue de général, pour s'incliner devant celui aux côtés duquel il avait combattu cinq années durant. P. C.